Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 12, n°2 | Novembre 2021

Modes d'habiter et sensibilités environnementales émergentes : quels enjeux pour la qualité de vie ?

Le choix des espaces communs dans l'habité, support écologique et solidaire

The choice of common spaces in the inhabited area, an ecological and solidary support

Nicole Roux et Camille Noûs

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/developpementdurable/18441>

DOI : 10.4000/developpementdurable.18441

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Nicole Roux et Camille Noûs, « Le choix des espaces communs dans l'habité, support écologique et solidaire », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 12, n°2 | Novembre 2021, mis en ligne le 10 novembre 2021, consulté le 12 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/18441> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.18441>

Ce document a été généré automatiquement le 12 novembre 2021.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Le choix des espaces communs dans l'habité, support écologique et solidaire

The choice of common spaces in the inhabited area, an ecological and solidary support

Nicole Roux et Camille Noûs

- 1 Dans tous les immeubles d'habitats collectifs, différents types d'espaces intermédiaires destinés à des usages plus ou moins codifiés, réglementés, sont produits en même temps que les logements. Un immeuble « ordinaire » disposera d'un local poubelles, de couloirs, parfois d'un ascenseur, d'un hall, de paliers, d'escaliers, d'un toit, parfois des espaces verts, un garage à vélo, un parking. Si depuis longtemps le mésusage ou l'appropriation non conforme de ces espaces au quotidien pose problème, une nouvelle demande sociale d'espaces dits communs apparaît, même si elle reste rare. Des aspirations à de nouveaux usages s'affichent : halls habités conviviaux, jardins partagés, toits accessibles aménagés comme espaces de ressources énergétique ou alimentaire, des buanderies, ateliers de bricolage, de réparation et recyclage, salles communes à usages polyvalents... pour habiter autrement.
- 2 Nous souhaitons analyser, pour des habitats se caractérisant par la présence d'espaces communs en plus, la réalité effective d'une conception de l'habitat et de son appropriation qui serait significative de changements sociaux, de nouvelles façons d'habiter. À quels besoins répond la demande d'espaces communs dans l'habitat ? Est-ce pour économiser de l'espace et de l'énergie en mutualisant, et ainsi développer des pratiques d'habiter durable ? Cet article s'appuiera sur l'analyse de trois périodes durant lesquelles ont été réalisés des projets en France avec une intention architecturale d'espaces communs supplémentaires, pris comme indicateurs d'une autre façon de concevoir l'habitat. Cette dimension sociohistorique questionnera les conditions et les raisons de production des espaces communs dans ces habitats, avec une perspective sociale et environnementale qui permet d'aborder la façon dont les habitants s'impliquent à travers leurs pratiques et leurs discours du point de vue des

solidarités et des questions écologiques. Sans ignorer toutes les publications récentes (Ostrom, 2010 ; Dardot et Laval, 2014...) et les cadrages théoriques et socio-économiques sur les communs ou les biens communs, cet article vise plutôt à tenter d'expliquer les conditions sociales, politiques et pratiques de la production d'espaces communs.

- 3 Le propos s'appuie sur la relecture d'un ensemble de corpus constitué au cours de plusieurs programmes de recherche étudiant l'habitat avec des espaces communs spécifiques. Les données collectées, entretiens individuels et collectifs, observations, questionnaires portent sur les thèmes suivants : le statut d'occupation des logements, leur conception écologique ou architecturale, les formes de sociabilités. En 2002, « Vivre dans les unités d'habitation Le Corbusier » financé par le ministère de la Culture et de la Communication, nous fait entrer dans l'histoire d'une coopérative de 300 logements. En 2011, « Alternatives de propriété pour l'habitat », financé par l'ANR, nous amène sur des terrains de statuts d'occupations non conformes de l'habitat. En 2013 débute le programme « Écologie, économie pour l'habitat participatif » financé par la Région Bretagne qui aborde la faisabilité de ce type d'habitat. Et en 2015, celui de la « Pièce à la demande : concept innovant pour l'habitat du futur », financé par la Chaire de l'habitat intelligent et innovation de la fondation Rennes 1, focalise notre attention sur l'expérimentation et la réalisation d'une pièce partagée entre habitants. Toutes ces recherches questionnent les enjeux et la réalité pratique des espaces mis en commun et partagés dans l'habitat, et ont produit un matériau riche et diversifié mobilisé ici pour appréhender l'entrée dans le XXI^e siècle et évaluer si un choix écologique et solidaire est effectif dans ces formes différentes d'habitat.
- 4 Une contextualisation sociale, économique et politique des habitats étudiés permet de présenter les terrains et les habitants qui les ont réalisés et les font vivre. Nous verrons que, quelle que soit la période, ces projets et leurs habitants se situent à l'articulation ou au croisement d'un mouvement social et de politiques publiques. Nous aborderons ensuite la question de l'économie d'espace opposant la fonctionnalité des espaces intermédiaires aux besoins d'espaces communs, dessinant un clivage de points de vue entre les charges obligatoires et les solidarités choisies et assumées. Et nous verrons comment cette manière d'habiter différemment en créant des espaces communs donne à comprendre la conception d'un rapport social à son environnement, à son milieu de vie.

Encadré. Méthodologie et corpus de données

Pour cet article, le terme de relecture des données est choisi, plutôt que celui de réanalyse (Duchesne, 2017), car j'ai contribué et participé aux différentes étapes de production et d'analyse des données. Le corpus de l'enquête sur l'immeuble de Le Corbusier, Maison radieuse de Rezé (Loire-Atlantique) comprend une enquête par questionnaire auprès des habitants (150 répondants), une quarantaine d'entretiens semi-directifs, le dépouillement des archives de l'association des habitants, les comptes rendus d'observation participante aux fêtes anniversaire des 50 ans des immeubles Le Corbusier à Marseille en 1992 et à Nantes en 1995. Le corpus des enquêtes sur l'habitat participatif constitué entre 2011 et 2015 est partiellement réactualisé par l'encadrement d'un travail de thèse (Servain, 2020). Les données originales se composent d'une série d'entretiens formels et informels auprès d'habitants et de personnes en projet (n=80), des focus groupes (6 ateliers, rassemblant 4-5 acteurs témoins et entre 5 et 15 habitants), des observations participantes à des rencontres nationales et régionales de l'habitat participatif (3 rencontres nationales et 2 rencontres régionales en Bretagne), des interventions dans des réunions locales organisées par les associations et collectivités, agence d'urbanisme sur des projets d'habitats participatifs (n=5). Le projet expérimental d'une « Pièce à la demande » m'a permis d'accéder aux données à travers ma contribution lors de la conception du questionnaire auprès de « candidats volontaires » (n=50) et l'appel fait à mon expertise lors de la restitution des analyses de données.

Sources des programmes de recherche financés

Denêfle S. « Vivre dans les unités d'habitation Le Corbusier », Ministère de la Culture et de la Communication, mission du patrimoine ethnologique

ANR ALTER-PROP – alternatives de propriété pour l'habitat, dirigé par Sylvette Denêfle

<http://colloque-alterprop.msh-vdl.fr/?cat=3>

E2=HP2 Écologie, Économie pour l'Habitat Participatif, Partagé, en partenariat Labers et Adess pays de Brest,

<http://economie-habitat-participatif.adess29.fr/>

Chaire de l'habitat intelligent et innovation, fondation Rennes 1, projet « Pièce à la demande : concept innovant pour l'habitat du futur », dirigé par Michèle Dominici, Irisa, université de Rennes 1

1. Des manières différentes d'habiter au xx^e siècle

- 5 À contre-pied d'un constat de la progression de l'individualisme, nos observations et analyses menées sur l'habiter concernent des segments spécifiques de l'habitat avec des configurations d'espaces communs dont l'usage est auto-organisé. Le bref descriptif suivant a pour objectif de contextualiser trois périodes de développement de tels projets pour montrer ensuite en quoi l'existence d'espaces communs est significative d'un environnement social spécifique.
- 6 En 1971 en France, la loi Chalandon met fin à une forme juridique et sociale pour habiter autrement : les coopératives d'habitants. En 1955, l'architecte Le Corbusier avait accepté de réaliser une de ses « unités d'habitation de grandeur conforme » sous ce statut pour une société appelée la Maison familiale, à Rezé en Loire-Atlantique. Du côté des politiques publiques, dans les années 50, Le Corbusier a été largement soutenu par le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, puis du Logement ; du gouvernement de Pierre Mendès-France, Eugène Claudius-Petit, également maire de Firminy. La préoccupation essentielle est de reconstruire, de remettre en état le tissu industriel, de retrouver une dynamique de production, de croissance qui se traduit dans le modèle d'un capitalisme productiviste tout en développant des politiques sociales. Pour les pouvoirs publics, il s'agit de « loger le peuple » dans des conditions correctes. Les décisionnaires de la reconstruction pensent un urbanisme, une architecture, un

environnement, et innovent. Des « unités d'habitation de grandeur conforme » sont réalisées de façon éparse, à Rezé en Loire-Atlantique, à Briey en Meurthe-et-Moselle, à Marseille dans les Bouches-du-Rhône, et en particulier à Firminy vert (département de la Loire) présenté comme l'utopie réalisée de l'architecture du ^{xx}^e siècle. Le terrain d'enquête concerne un immeuble de grande hauteur qui s'est élevé sur les bords de la Loire dans le sud de l'agglomération nantaise (Denèfle *et al.*, 2006). Les habitants vont nommer l'immeuble la Maison radieuse. Des espaces communs y sont prévus et l'architecte met en œuvre un ensemble de principes que l'on pourrait qualifier, de façon anachronique, de durables. Nous verrons que l'environnement, le soleil, les arbres, tout en étant des parties constitutives de l'architecture et de l'urbanisme de Le Corbusier, sont plutôt traités comme une ressource, un élément dans l'équation du développement des villes de demain. À travers cet exemple nous questionnerons un mode de vie et d'habitat des espaces communs dans le cadre d'un projet urbain, architectural et social, de 300 logements, peuplé par des catégories populaires.

- 7 Les projets corbuséens ont pu trouver une place à titre expérimental dans des politiques publiques de l'habitat social, mais par la suite, les années 70-80 ont été marquées par la fabrique des « grands ensembles » de moindre qualité. À cette période, le logement social est considéré comme une étape dans une trajectoire résidentielle, en attendant que les locataires puissent établir leur solvabilité sur le marché bancaire et immobilier. Le volet de la politique sociale du logement comprend des mesures pour faciliter l'accession individuelle à la propriété des ménages modestes. Parmi les biens de consommation, les logements, appartements ou pavillons, sont à construire rapidement pour satisfaire ce besoin d'accès à la propriété, ou plutôt au crédit immobilier.
- 8 Dans ce contexte des années 70-80, quelques expérimentations d'habitats groupés comprenant des espaces communs ont été réalisées et se sont agrégées au sein du Mouvement pour l'habitat groupé autogéré (Bonnin, 1983). Il s'agissait plutôt de petites unités de regroupement de ménages (une douzaine en moyenne) qui avaient fait le choix d'un mode de vie se matérialisant dans l'habitat. Les habitants sont plutôt issus des professions intermédiaires, classes moyennes émergentes (Bacqué et Vermeersch, 2007). Sans véritable cadre légal en termes de politique publique, les habitants du mouvement de l'habitat autogéré vont quand même réaliser leur projet en s'appuyant, par exemple, sur les statuts de société civile coopérative de construction, créées en principe pour le temps de la construction, mais qu'ils habitent pendant des décennies avant de devoir changer les statuts pour les problèmes de transmission ou de vente. Ce type de dynamique s'est prolongé pour une part dans les projets d'habitat groupé émergeant dans la fin des années 1990 autour de salons commerciaux de l'habitat sain et naturel où, en plus d'écoconstruction, d'écორénovation, se discutaient mutualisation et mise en commun. Les professionnels et porteurs de projets ont commencé à se tourner et à devenir audibles auprès des pouvoirs publics et des bailleurs sociaux pour expérimenter une dynamique de « développement durable » du logement. Le contexte économique et politique a profondément changé. Le Firminy vert d'hier se traduit en écoquartier. La taille des immeubles (hauteur et nombre de logements) a changé : la « densité mesurée » a supplanté l'idée de « loger le plus grand nombre ».
- 9 Pendant deux ou trois décennies, cette démarche est restée assez confidentielle. Mais, au début des années 2000, elle a été réactivée et s'est fait connaître notamment lors de rencontres régionales et nationales de l'habitat alternatif, groupé, où un ensemble

d'acteurs sociaux, dont les porteurs de projets, venaient partager leurs expériences et pratiques. En 2010, aux Rencontres nationales de Strasbourg, avec les collectivités locales mobilisées, une terminologie s'est imposée pour ce type d'habitat : l'habitat participatif. Elle est officialisée en 2014 par la loi Alur (loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové) votée lorsque Cécile Duflot, membre des Verts puis d'Europe Écologie les Verts, est ministre du Logement dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Cette loi intègre la possibilité de faire de l'habitat participatif ou des coopératives d'habitants en répondant à une demande sociale et politique de participation et d'autopromotion, dans un contexte où s'affirment les préoccupations sociales et environnementales. Comme pour les précédents projets qui expérimentent des façons alternatives d'habiter, une infime proportion de logements sont concernés, l'association de la Coordin'action nationale des associations de l'habitat participatif qui anime et regroupe différents réseaux dénombre 600 projets réalisés ou en cours de réalisation.

- 10 En résumé, retenons l'aspect coopératif des années 1950-1970, la dimension groupée et autogérée des années 1970-1980 et l'appellation participative des années 1990-2000. Dans tous les cas, le moteur de la conception, de la réalisation ou de la gestion passe par l'implication des habitants dans des situations quasi expérimentales sans généralisation. Nous verrons que cette caractéristique d'habitants engagés et leur désir de commun dessinent des contours sociaux spécifiques. À chaque période, la diversité des situations et des contextes étudiés sur une échelle de temps long permet de renouveler le regard et les analyses sur des formes spécifiques d'habitats : habitat collectif (quand il s'agit d'un immeuble composé d'appartements) ou groupé (quand il s'agit de maisons en bandes ou juxtaposées sur une parcelle commune). Cette manière d'habiter en collectif est moins plébiscitée sur le marché du logement que le pavillonnaire individuel, consommateur d'espace, elle est pourtant le choix de celles et ceux qui fabriquent des espaces communs. Comment les habitants qui pensent et organisent des communs apportent-ils des propositions de reconfiguration sociale et spatiale dans l'habitat collectif ? Qui sont-ils ? Quels environnements sociaux et politiques rendent ces expérimentations possibles ?

2. Économiser l'espace, valoriser les espaces intermédiaires

- 11 L'habitat collectif s'impose en zone urbaine pour économiser de l'espace et répondre à la demande de concentration de population par la densification. Des espaces intermédiaires fonctionnels (hall, couloir, local poubelle, parking, espaces verts...) sont produits dans et autour des immeubles. Au-delà du logement, ces espaces habités par leur utilisation se situent dans un entre-deux, ils ne sont ni un espace public ni un espace privé, ils sont occupés et partagés par les cohabitants et leurs visiteurs. Ce ne sont pas des « non-lieux », des espaces que l'on traverse sans leur donner de sens. Au contraire ils sont souvent porteurs de représentations négatives liées au fait qu'ils apparaissent comme les supports de problèmes ou de conflit d'usages. Pour ces raisons et celle de leur coût, la tendance est de les réduire au maximum.
- 12 Cette partie vise à discuter la façon dont les espaces intermédiaires peuvent dès leur conception devenir des espaces communs dans les cas spécifiques traités ici. Ces espaces se caractérisent, dans leurs formes, par une conception qui tend à les éloigner

des standards de l'habitat collectif ordinaire où l'objectif est de diminuer le coût de production et d'entretien, et de les cantonner à un usage uniquement fonctionnel, neutre. Dans une démarche alternative, certains architectes, urbanistes et habitants imaginent un continuum entre l'espace public et l'espace privé, en le matérialisant comme un espace de cohabitation et d'échanges.

- 13 Le Corbusier, par exemple, n'affiche pas une intention d'espaces communs, mais pense la continuité des espaces partagés dans l'habitat collectif en invoquant le civisme : « *La vie ne s'épanouit que dans la mesure où s'accordent les deux principes contradictoires qui régissent la personnalité humaine : l'individuel et le collectif [...] Un plan est sage lorsqu'il permet une collaboration fructueuse tout en ménageant au maximum la liberté individuelle. Rayonnement de la personne dans le cadre du civisme.* » (Le Corbusier, 1923 : 20-21)
- 14 Dans la réalisation des « *unités d'habitation de grandeur conforme* », dont la Maison radieuse de Rezé, les espaces intermédiaires apparaissent conçus de façon plus ou moins accueillante. Les rues (les couloirs qui desservent les appartements) sont aveugles, quasiment sans lumière naturelle, car elles sont situées au cœur de l'immeuble pour réserver toute la surface des façades est, ouest et sud aux fenêtres pour les logements. Un arbitrage est effectué en faveur des logements. À l'inverse, le hall de l'immeuble, par exemple, est suffisamment spacieux pour accueillir des locaux qui, selon les périodes, ont été des commerces, des locaux d'usages associatifs ou des permanences de services publics (la Poste, le bailleur social) ou de services sociaux... Les panneaux d'affichage, les bancs pour s'asseoir dans le hall d'entrée sont autant de dispositifs qui constituent une sorte de place où les habitants des 300 logements se croisent et peuvent s'attarder. Le toit de l'immeuble est également habité par un service public, une école, qui comme la Poste, a mobilisé les habitants pour en maintenir l'ouverture dans les années 1990. L'école cristallise les enjeux d'une dynamique sociale et d'une vitalité démographique dans un village. Mais ici, plus que le vieillissement de la population, puisque nous sommes en zone urbaine avec un certain renouvellement des habitants, ce sont les réorganisations et les concentrations en cités scolaires qui menacent la petite école sur le toit. Pour la préserver est mise en avant l'idée de l'intégrité de l'œuvre patrimoniale de ce monument historique, dont le projet urbanistique contenait la présence de services et commerces de proximité essentiels à la vie quotidienne. Mais si l'argument n'a pas pesé pour la Poste dont le bureau a fermé en 2002, la commune a en revanche soutenu le maintien de l'ouverture de l'école, ce service public commun. L'immeuble est posé sur pilotis à l'entrée d'une parcelle de 6 hectares de parc offrant aux habitants un environnement immédiat d'espaces verts et jardins pour se « *récréer* ». Tous ces éléments, relus après ce printemps 2020 et les mesures de confinement, entrent en résonance avec l'expérience vécue par les habitants des villes. Le Corbusier a conçu une « *machine à habiter* » qui se distingue des grands ensembles réalisés par la suite, car les espaces intermédiaires, tout en étant fonctionnels, sont conçus pour être habités et l'espace vert commun est une partie intégrante du projet.
- 15 Dans les projets des années 1970-1980, pour des unités d'habitation plus petites, les enjeux de la conception de ces espaces ne sont pas les mêmes. À La Bosse, à Saint-Nazaire, le hall est classique pour un petit immeuble de 10 logements, et les couloirs de desserte sont traités sous forme de coursives extérieures sur la façade nord, réservant la façade sud aux fenêtres des logements et aux terrasses privatives qui donnent sur un jardin commun sans parcelles individualisées. Le bâtiment a l'air d'un petit immeuble

résidentiel de copropriété comme les autres. Pour parvenir à lire la réalité d'un habitat différent, il y a cette affiche dans le hall qui organise le tour de ménage dans les espaces intermédiaires ou le rendez-vous collectif pour les travaux de jardin.

- 16 Dans certaines configurations plus récentes des années 2000, la conception de ces espaces de couloirs et de halls casse un peu plus les codes d'usage (Servain, 2020) : quand on entre dans un tel immeuble, le grand hall est aussi la salle commune, la coursive de desserte des logements constitue ici des terrasses couvertes, les paliers de chaque étage sont là des salons. Le visiteur se demande s'il est déjà rentré chez quelqu'un.
- 17 Dans les cas observés sur les trois périodes, même s'il y a une question d'échelle et de nombre de logements, les espaces intermédiaires sont caractérisés par des mètres carrés qui ne sont pas créés au détriment du confort des logements, de leur exposition, de leur éclairage. Si, dans les deux premières périodes, les conceptions architecturales décrites paraissent aujourd'hui proches de ce qui se fait par ailleurs, plongeant les rues dans le noir ou créant des coursives de circulation sur la façade la moins bien exposée, elles étaient innovantes au moment de leur mise en œuvre. Les réalisations de la dernière période des années 2000 aboutissent à une sorte de brouillage pour le visiteur qui a l'impression « d'entrer chez les gens ». Tous les mètres carrés sont considérés comme utiles pour habiter, il n'y a pas de sas de passage, l'espace conçu montre un entre-deux du dedans et du dehors marqué par des objets, des mobiliers de la vie quotidienne invitant vers un intérieur qui n'est pas le privé d'un logement, mais qui peut en avoir les caractéristiques, le salon de jardin et le barbecue, des jouets d'enfants, du linge à sécher...

3. Les espaces communs, des mètres carrés en plus ?

- 18 Outre ces espaces intermédiaires aux configurations différentes, il existe également dans ces formes d'habitat, coopératif dans les années 1950-1960, groupé dans les années 1970-1980, et participatif après 2000, des pièces en plus, justifiées aujourd'hui par autant de mètres carrés en moins économisés sur chaque logement.
- 19 Ce qui n'était pas le cas pour la construction de la coopérative d'habitants de la Maison radieuse, les mètres carrés en plus utilisés par les habitants étaient gagnés sur la conception globale de l'immeuble qui a produit autour des ascenseurs, des escaliers, des paliers intermédiaires entre les étages, des espaces réduits qui ont fait l'objet d'appropriation par les habitants pour monter des « clubs », le club photo, la salle de gym, le club bricolage, le club vêtements, celui d'art créatif, ou à une autre époque la salle télé... Ce ne sont pas les espaces les plus accueillants, car il s'agit de pièces « récupérées », parfois sans fenêtre. Par ailleurs, certains logements sont attribués à l'association où la bibliothèque, par exemple, a été installée très tôt. Et enfin, la coopérative d'habitants a construit également dès les premières années, des bâtiments au pied de l'immeuble. L'un fera et fait toujours office de garage à vélos, à poussettes. Et l'autre, destiné à l'origine à être une salle commune, n'est plus en service pour des raisons de normes de sécurité concernant l'accueil du public. Au départ, les habitants n'ont pas été associés à la conception architecturale, mais une fois logés, ils ont inventé et créé les espaces manquants pour leur vie pratique (garage à vélos) et collective (grande salle commune). À l'usage de l'immeuble, ils ont identifié des besoins non satisfaits pour lesquels ils ont mobilisé les ressources dont ils disposaient, dans un

premier temps dans le cadre d'une cogestion avec le promoteur, la Maison familiale, puis d'une autogestion coopérative. Ils feront la même chose avec les espaces verts grignotés par le parking au pied de l'immeuble, au fur et à mesure que les foyers s'équipent en automobiles, ou le fond du parc qui avait été transformé à une époque en lieu de stationnement de caravanes, de bateaux avant d'être réaffecté dans les années 2000, après plusieurs années d'abandon, à des jardins partagés.

- 20 Dans le cas des habitats groupés, autogérés des années 70-80, et des projets de l'habitat participatif des années 2000, différentes configurations des espaces communs sont observables. Ils mutualisent, selon ce que le groupe d'habitants décide, plus ou moins d'espaces : parfois la buanderie, de temps en temps une cave, souvent un atelier, presque toujours le jardin et une pièce commune. Ces espaces font partie de la conception même de l'habitat. La vie du groupe précède le fait d'habiter ensemble, et la nouvelle façon de vivre qu'ils tentent de mettre en œuvre prend forme à travers les espaces communs, partagés. Ces mètres carrés représentent un coût en « charges communes », si nous utilisons le langage d'un promoteur de l'habitat ordinaire, mais dans ces cas d'habitat différent, un ensemble d'arguments les justifie par l'économie d'espace réalisée sur chaque logement et permettant d'avoir des espaces supplémentaires pour un usage polyvalent. En externalisant du logement certaines activités comme la buanderie, ils refont basculer dans la gestion commune une activité qui s'est largement privatisée au cours du xx^e siècle, avec l'arrivée de l'eau dans chaque logement et l'équipement en machine à laver de chaque ménage, ce qui a conduit à agrandir les pièces d'eau (cuisine ou salle de bains) pour y loger la machine, voire, à créer une pièce en plus, la lingerie. Les autres activités, bricolage, jardinage, espaces de renvoi pour stocker étaient déjà à l'extérieur du logement lui-même. Dans ce cas, ils collectivisent et ouvrent entre habitants des espaces qui étaient démultipliés où chacun voulait sa cave, son garage, sa cabane de jardin. L'économie d'espace et des équipements qui vont avec est significative. L'originalité de la démarche de ces projets réside également dans ce qui sera la salle commune. Cette pièce porte à elle seule l'enjeu de la réalisation même du projet, car c'est un espace en plus, il n'économise pas de surface. Il remplit une fonction dont les habitants de la Maison radieuse dans les années 1960 ont eu besoin, puisqu'ils l'ont créée, et que les habitants des décennies suivantes l'ont incluse dans leur projet d'habitat comme une pierre angulaire de leur construction pour une autre manière de vivre ensemble.
- 21 Les différentes sortes d'espaces identifiées sont :
- intermédiaires, dont les fonctions et usages sont étendus au-delà du simple lieu de passage ;
 - mutualisés, dont les fonctions de services sont plutôt réservées aux habitants ;
 - enfin, communs, pour faire des choses ensemble et en étant ouverts à des invités.
- 22 Tous ces espaces ne semblent pas produire des immeubles avec moins de mètres carrés, mais les pratiques rendent tous les mètres carrés utiles. Dans un contexte de pénurie d'espace, de lutte contre l'artificialisation des sols (Cavailhès, 2019), les pratiques du partage, de mise en commun dans l'habitat donnent à voir des alternatives expérimentales qui demeurent marginales.
- 23 Les professionnels du secteur se mobilisent également. Dans les quartiers pavillonnaires conçus avec de grandes parcelles, les urbanistes imaginent au début des années 2000 la promotion du Bimby (*build in my backyard*), densification et découpage d'une parcelle en unités de propriétés plus petites. La transition n'est pas toujours bien vécue par les habitants de ce lotissement de Saint-Herblain (44) qui souhaitent vieillir

dans leur maison et voient la parcelle de leur voisin vendue à un promoteur par les héritiers « pour faire un “petit” immeuble, mais même petit, ils auront une vue dans notre jardin forcément ». En ajoutant une dimension sociale, et en soulignant la réalité du vieillissement de la population qui se traduit par des femmes habitant seules des maisons familiales sur de grandes parcelles, le CAUE du Finistère « *approché par un collectif d'habitants de Plouzané (29) Créativ'âge, fédéré dans un centre social La courte échelle* », lance un « *concours d'idées en architecture pour bien vieillir à domicile et favoriser la cohabitation intergénérationnelle* ». Le livret, publié au printemps 2020 présentant les « Alternatives innovantes revisitant le Bimby », donne à voir des projets qui allient une mise en commun d'espaces intermédiaires et jardins, avec un intérêt social commun. Les projets prennent une épaisseur économique et sociale, sans perdre de vue l'idée initiale de freiner l'extension des villes. Il s'agit de recycler, remettre en conformité, adapter un habitat urbain ou de bourg déjà existant. Le but est de permettre que des personnes vieillissantes puissent rester habiter leur maison, tout en ouvrant des possibles pour un repeuplement avec l'accès à un logement « bon marché ». La réponse à ces deux demandes conduit à fabriquer de l'habitat avec des éléments en partage à partir de l'habitat individuel. Un autre exemple, dans la dernière décennie, concerne un bailleur social de la ville de Rennes. Néotoa s'est lancé dans un projet de reconfiguration d'espace à l'échelle des logements. Il propose une pièce entre deux logements qui peut être utilisée « à la demande » soit comme « pièce en plus » privatisée par un des locataires sur un temps donné, soit utilisée en commun, soit non utilisée. L'expérimentation d'une pièce entre deux premiers logements en 2017 s'étend prudemment à quatre pièces en partage dans un programme de constructions neuves livrées en 2019. D'autres imaginent aussi que les rez-de-chaussée des immeubles, en particulier les salles d'attente de cabinets médicaux ou d'accueil de services pourraient devenir des salles de réunion et de rencontres le soir après la fermeture. Mais les co-usages et les modes de vie associés ne sont pas encore entrés dans les mœurs du partage et du commun de l'habiter. Il s'agit à présent de questionner comment le mode de vie en habitat collectif choisi avec des espaces communs est intrinsèquement composé de conditions matérielles et sociales portées par les habitants intégrant une dimension écologiquement vertueuse, mais pas toujours réalisable et loin d'être encore généralisable.

4. Habiter et créer un autre environnement

- 24 L'environnement est constitué d'éléments matériels et sociaux imbriqués, lisibles à travers le choix des matériaux de construction, de la phytoépuration, des espèces végétales et animales pour le jardin (« des ruches plutôt que des chats »), des manières d'entretenir, d'organiser... Il s'agit de discuter ici le souci de l'environnement explicité dans chacun des choix. Pour l'habitat groupé et participatif, il n'est pas question de « sensibilité », mais d'une réelle préoccupation qui fait débat. Ce n'est pas toujours la solution écologiquement la plus cohérente qui l'emporte, mais un consensus sur ce qui est possible. Et nous avons observé, dans le cas des habitats conçus par les habitants, que les décisions sont prises en toute conscience après différents arbitrages selon les moyens matériels dont dispose le groupe.

- 25 La Maison radieuse n'est pas le résultat de choix d'habitants. L'architecte a mis en œuvre un certain nombre de principes en conformité avec ses orientations affirmées dans la charte d'Athènes et il inscrit ses projets dans leurs environnements respectifs :
- 26 « *Le ciel domine, primant toutes choses, le ciel qui est celui d'un climat. L'angle d'incidence du soleil sur le méridien impose au comportement des hommes des conditions fondamentales. Tropiques humides, continental torride, froide ou glaciale, autant de tranches diverses imposant à la vie des modalités particulières.* » (Le Corbusier, 1957 : 150) Il combine ses principes avec les innovations de l'industrie de la construction de son époque : « *Le soleil, l'espace, les arbres, l'acier et le béton armé dans cet ordre et cette hiérarchie.* » (Le Corbusier, 1970 : 238)
- 27 Ces choix revisités au XXI^e siècle peuvent paraître contradictoires, plaçant la nature en premier plan tout en mobilisant les avancées de la production industrielle de la construction. Mais ils correspondent à une époque, un raisonnement effectué dans une période de développement des villes, en tension avec une certaine urgence de la reconstruction et construction d'après-guerre pour accueillir l'exode rural et la concentration de main-d'œuvre des XIX^e et XX^e siècles industriels. Depuis, il y a eu le « scandale de l'amiante » dans l'industrie de la construction et la réponse du monde professionnel et des pouvoirs publics avec de nouvelles normes comme celle de la Haute qualité environnementale (HQE). Les professionnels s'en saisissent dans une dynamique de continuité du développement et de croissance qui serait écologiquement plus responsable. Les habitants apparaissent comme des consommateurs de logement dont il faut satisfaire les besoins redéfinis dans un nouveau contexte plus soucieux d'un habitat sain.
- 28 C'est autour du marché de la maison individuelle que fleurissent au début des années 2000 des salons commerciaux d'artisans et de producteurs de matériaux orientés vers l'écoconstruction, l'écorénovation, l'éco-isolation pour un habitat sain et naturel. Mon travail d'enquête sur l'habitat groupé, coopératif commence dans ce contexte. En 2006, départ en voiture de Brest pour rejoindre Toulouse avec des personnes qui ignorent encore qu'elles emménageront en 2015 dans leur immeuble de six logements avec de nombreux espaces communs (salle de 50 m², paliers agrandis, buanderies, jardin, cour, atelier). Après avoir roulé une partie de la nuit, nous rejoignons les deuxièmes Rencontres nationales de l'habitat groupé organisées par Habicoop. L'association lyonnaise s'est constituée en décembre 2005 et se présentait comme mouvement citoyen en 2006. Elle est devenue après une décennie d'activités la Fédération française des coopératives d'habitants. Dans le cadre de ce type de rencontres, la question écologique croise l'économie sociale et solidaire à travers les coopératives de construction, voire l'autoconstruction et les coopératives d'habitants. Un esprit de reprise en main de la maîtrise de son habitat sous forme individuelle ou de petits collectifs motive l'émergence de projets, une sorte de réappropriation du sens que l'on donne à sa manière d'habiter qui passe par un « *do it yourself* » écologique.
- 29 De nombreux projets d'habitat groupé d'après les années 2000 se retrouvent dans ce contexte général de l'apprentissage du faire par soi-même, ensemble, souvent pour économiser des coûts de production. L'esprit du mouvement des « castors » auto-constructeurs des années 50 n'est pas mort (Guiavarc'h, 2012). Lors de cette période, reconstruction et productivisme étaient la ligne d'horizon. Les « travailleurs » utilisaient leur force de travail libérée par les congés, s'organisaient pour faire des achats groupés de parpaings pour construire les maisons. La mutualisation des moyens

permettait de réduire les coûts et de rendre accessible le rêve du pavillonnaire dès les années 60. Dans les années 50, Le Corbusier faisait les immeubles en béton et les castors construisaient en parpaings. Dans les années 2000, « l'urgence écologique » commence à se faire entendre et les habitants tentent d'en tenir compte comme paramètre dans leurs projets. Des projets d'autoconstructions avec des chantiers participatifs voient s'élever des maisons en bois, en paille, en terre. Les habitants discutent le surcoût, voire renoncent à des matériaux de construction sains ou à un mode de chauffage plus écologique et autonome, par exemple, en se raccordant au réseau du gaz de ville, pour préserver tel ou tel aspect de leur projet, et en particulier ne pas trop l'ajuster en supprimant des mètres carrés, ce qui impacterait son habitabilité en commun. Ils font des compromis en connaissance de cause et se justifient en faisant référence à l'équilibre général du projet qui, pour certains, présente souvent, une fois réalisé, de meilleures garanties environnementales que ceux labellisés HQE. Ce pragmatisme est fait de renoncements tout en essayant de maintenir l'équilibre des piliers économiques, écologiques et sociospatiaux avec les communs.

- 30 Si les locataires-coopérateurs, appartenant aux milieux populaires, habitants de La Maison radieuse de Le Corbusier dans les années 50-60 ont réalisé la salle commune en parpaings avec un toit en fibrociment, les habitants des habitats groupés et participatifs d'aujourd'hui, appartenant plutôt aux professions intermédiaires, créent des autoconstructions en bois avec un toit végétalisé, par exemple. Dans les habitats participatifs, les espaces communs ou les matériaux écologiques sont parfois la variable d'ajustement quand le coût total du projet est connu. Tel groupe n'avait pas prévu de faire de l'autoconstruction, il décide d'autoconstruire, en chantier participatif, la salle commune pour en réduire les coûts. Tel autre commence par un chantier collectif pour mettre en place la phytoépuration qui implique que tous acceptent de changer leurs comportements par rapport à leur usage de l'eau (des toilettes triant liquide et solide, des produits naturels appropriés pour le ménage et la lessive). Alors que tel autre projet n'a pas vu le jour car la charte écologique était trop rigoureuse et, en dehors de ses concepteurs, les habitants supplémentaires à convaincre n'adhéraient pas, par exemple, à l'idée des toilettes sèches. De nombreux exemples de réalisations montrent la façon dont les groupes adaptent, régulent, ajustent, trouvent des ressources pour s'approcher au plus près de leur idéal. Leur pragmatisme n'est pas fait que de renoncements, le processus d'arbitrage se fait avec le regard fixé sur un même horizon.
- 31 Les manières de concevoir et de vivre dans les espaces extérieurs de l'immeuble sont aussi des lieux d'observation significatifs du social, du commun et de l'écologie en pratique.
- 32 Le Corbusier tient compte du soleil et des arbres pour poser ses barres de béton. Dans les projets d'habitat participatif, comme pour tous les projets, l'orientation du bâtiment par rapport au soleil et son implantation sur la parcelle sont les prémices. Dans le cas de l'habitat ordinaire, des professionnels, selon leurs objectifs – maximiser la rentabilité ou la qualité d'habiter – décident pour les habitants. Dans celui de l'habitat groupé participatif, les habitants discutent et décident, en respectant les contraintes urbanistiques. Une des premières différences perçues par rapport au petit immeuble collectif ordinaire, c'est la place du stationnement et du parking, éloigné autant que possible de la vue, et par conséquent souvent accolé en bas de l'immeuble sur sa façade nord. Et sur les « bons côtés » orientés sud, est et ouest sont conçus des espaces extérieurs à vivre. L'existence de ces espaces est la deuxième différence

immédiatement visible, alors qu'ailleurs on aura cherché à rentabiliser au maximum le coefficient d'occupation des sols (COS). Cet espace est souvent vécu et approprié dès le départ, comme lieu de pique-nique commun lors des chantiers collectifs dès les beaux jours. Si le groupe n'imagine pas d'emblée la conception du jardin, contrairement à l'immeuble, le vécu permet d'en expérimenter un usage évolutif en fonction du parcours du soleil et du jeu des ombres, et son aménagement se fait petit à petit en pratique et en commun.

- 33 Lors de l'enquête à la Maison radieuse dans les années 2000, nous avons observé qu'après un grand chantier commun de défrichage, de ramassage des pierres qui ont servi auparavant à caler les caravanes et les remorques de bateaux, le jardin partagé du fond du parc a fait l'objet de nombreuses discussions opposant deux points de vue. Le premier défend une attribution de microparcelles à chaque participant ou famille sur le modèle de jardins ouvriers, même si celles-ci ne sont pas séparées symboliquement par des clôtures. Le second imagine un grand jardin potager commun. Le premier aura gain de cause à la majorité et les partisans du second se verront attribuer des microparcelles, joutées pour pouvoir les mettre en commun s'ils le veulent, ce qu'ils feront. Le paysage qui se dessine alors donne à voir d'un côté des jardiniers qui commencent leur plantation, échangent leurs graines et leur savoir-faire, pendant que les autres font d'abord du terrassement afin de réaliser un ensemble qui comprend en son centre une table et, autour, des talus ou des bosses dans lesquels sont insérés des bancs sur leur face tournée vers la table. Les bosses font ensuite l'objet de plantations mélangeant légumes et fleurs, et sont équipées de dispositifs pour installer des plantes grimpantes afin de faire de l'ombre pour les bancs et la table. Finalement, le potager se compose comme un patchwork où dans chaque carré on trouve en alignement quelques rangs de salades, tomates, herbes aromatiques... Et dans un coin, un aménagement où sur les buttes règne un savant désordre botanique, avec au centre un espace prêt à accueillir tout ceux et celles qui veulent faire une pause au jardin. Deux conceptions de l'aménagement du commun cohabitent. Le clivage et la ligne de partage sont à la fois générationnels et culturels. Avec d'un côté l'héritage du commun en version jardin ouvrier ou familial, une association qui assure l'attribution et la bonne tenue des parcelles par leurs bénéficiaires, et de l'autre le commun qui brouille les lignes de l'appropriation individuelle. Ici comme dans tous les jardins partagés, pas de produits pour désherber, uniquement du travail et de l'eau ou la préparation de décoctions naturelles comme le fameux purin d'orties, et bien sûr un compost. Le potager qui peut faire l'objet de « séparations » n'est souvent qu'une infime partie du jardin, qui est d'abord un jardin d'agrément commun où on cherche à ménager quand c'est possible des espaces de jeux assez grands, disposer des buissons et des arbres, souvent fruitiers, pour y trouver aussi des coins de tranquillité pour lire ou ne rien faire. C'est un endroit pour se régénérer, s'aérer, s'asseoir et dormir par terre, pouvoir manger ce qu'on vient de cueillir sans risquer de s'intoxiquer. Contrairement à la partie potagère qui peut avoir des configurations variables, il fait l'objet de programmations de chantiers collectifs, d'organisations de planning pour tondre, de réunions pour décider si tel ou tel arbre ou buisson est planté ici ou là. La jouissance commune exige un travail en commun.
- 34 Les communs créés et les pratiques associées donnent à lire des modes de vie. Ils se constituent dans une dynamique d'interactions sociales où les aspirations à une façon de vivre plutôt qu'une autre sont explicitées et sont un préalable. Chaque dimension du

projet est finement discutée dans sa mise en œuvre et l'habitat qui est produit avec ses espaces communs est le résultat du consensus finalement trouvé.

Conclusion

- 35 L'analyse des données précédemment exposées pourrait laisser entendre qu'un certain pragmatisme social, écologique est à l'œuvre et pourrait suffire pour développer ces projets. Or, ils restent expérimentaux et marginaux, représentant une infime proportion sur le marché du logement. Au-delà des configurations spatiales, architecturales, il convient de prendre en compte l'implication nécessaire des habitants qui ne se décrète pas, ne s'improvise pas. Elle est le résultat de formes de socialisations politiques et collectives qui prédisposent à dépasser le « vivre ensemble » pour pouvoir « vivre en commun », tout en se retrouvant confronté en pratique aux contradictions, par exemple, de l'adéquation entre moyens matériels disponibles et aspirations écologiques, et l'acceptation d'un statut d'occupation en propriété, en renonçant à des statuts complexes.
- 36 Finalement, pour répondre à la question combinant l'existence d'espaces communs dans l'habitat avec une « sensibilité » sociale et écologique, il convient de resituer la constitution des groupes d'habitants qui donne à voir ce qui rend le commun possible.
- 37 Les premiers habitants de la Maison radieuse en 1955 sont recrutés dans le monde ouvrier nantais ou celui des « petits » employés du service public, ils appartiennent à un cercle ou réseau, dans lequel passe l'information pour rejoindre le projet coopératif de la Maison familiale, et par conséquent ils sont socialisés dans un système de valeurs qui leur permet d'adhérer à cette démarche. Et tous les aspects de la vie de l'immeuble sont impactés. Par exemple, la coopérative, à travers son comité d'entraide, accordera des prêts d'honneur aux ouvriers des chantiers quand, lors des grandes grèves de la fin des années cinquante, les patrons ont choisi le lock-out, privant tous les ouvriers de leur salaire (Denèfle *et al.*, 2006 : 229). Et cette sorte d'ADN social a été transmis au fil du temps dans une manière d'habiter l'immeuble en créant des communs et une dynamique de vie collective perpétuée par l'association des habitants. Mais les habitants ne sont pas un tout homogène, même quand ils étaient tous locataires-coopérateurs il existait des nuances dans leur engagement, certains restaient plus à distance. Aujourd'hui, tous les habitants n'adhèrent pas à l'association, en revanche cette dernière rend visible son action, invite sans cesse les autres habitants, ouvre des espaces de convivialité et d'échanges. Et, en interne, sur certaines actions comme celle autour du jardin potager, on observe la limite de la mise en commun, mais aussi l'influence de différentes sphères idéologiques pour une part générationnelles et contextualisées, combinant l'époque des jardins familiaux, pour occuper utilement les hommes en dehors du temps de travail, et celle des jardins partagés qui se justifient sur des intentions mêlant les dimensions du lien social, du cadre de vie, et maintenant de l'écologie.
- 38 Les années 1970-1980 sont celles de la « promotion sociale » d'une génération à l'autre, le fils d'ouvrier devient dessinateur industriel, et la fille de paysan infirmière. En même temps que le développement des professions intermédiaires et des ménages bi-actifs, c'est la réalisation du rêve de l'accession à la propriété pour beaucoup. Ces années sont aussi celles d'un mouvement social marqué par de longues résistances habitantes : les

terres du Larzac qu'on refuse de céder aux militaires, la centrale nucléaire de Plogoff qui ne verra pas le jour.

- 39 Les habitants du mouvement d'habitat groupé autogéré sont immergés dans un environnement politique et syndical où certaines luttes sociales sont marquées par l'autogestion, avec des grévistes qui produisent dans leurs usines occupées. Sur la scène politique, la gauche s'unit autour d'un programme commun en 1972 et la cause écologique se fait entendre, avec un premier candidat à la présidentielle de 1974. Certains livres ou certaines revues de leurs bibliothèques, les affiches sur les murs des espaces communs, les témoignages de leur mobilisation pour telle ou telle cause sont autant de traces de leur appartenance à ce monde social en mouvement. Et la réalisation de leur habitat matérialise une diversité de choix, mais avec des orientations écologiques, plus ou moins « communautaires » (Tanquerelle et Yann Benoît, 2008) ce que d'aucuns qualifiaient à l'époque de « hippy » ou de « baba cool ». Beaucoup témoignent, au pire des *a priori* et de la défiance, au mieux de la curiosité de leurs voisins. Mais les projets que nous étudions sont ceux qui existent encore et tentent malgré tout de tenir en cohérence, alors que les départs, les ventes, les héritages mettent à l'épreuve leur conception de la mise en commun.
- 40 Les années 2000 sont celles qui questionnent la croissance urbaine, le droit d'accès à la ville face à la spéculation galopante, la crise des *subprimes* et des professions intermédiaires et classes moyennes précarisées. Dès les années 1990, l'image d'un ascenseur social en panne a été relayée. L'émergence de l'habitat « autrement » de ces années 2000 est concomitante à des associations de défense du développement du vélo en ville, à tout ce qui au quotidien pourrait rendre la ville plus verte, plus respirable. En même temps, dans les zones rurales trop souvent considérées comme l'espace de réserve des villes, des habitants et certains urbains, appartenant à des associations de défenses de la nature ou organisations politiques avec un volet écologiste, participent aux longues mobilisations contre le barrage de Sivens, contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Et comme pour les précédents, un autocollant sur la voiture, un livre, une soirée film-débat à propos de la ZAD ou des énergies renouvelables sont autant de signes d'habitants impliqués et concernés par leur environnement social, politique et écologique. Ils sont désignés pour les disqualifier comme des « bobos ». Mais dans les faits, il semble bien qu'une classe moyenne à la retraite rencontre une génération dotée de capitaux sociaux et culturels sans capitaux économiques. Ces différents constats contextuels ne peuvent qu'interroger sur une sorte de dynamique convergente entre un mouvement social, porté en continu dans la durée par des minorités agissantes et un mouvement d'habitants qui affirment le choix du commun dans leur mode de vie et qui portent une attention à l'écologie, même si cette dernière peut rester une variable d'ajustement dans certains projets pour des raisons de coût.
- 41 En fait, ces travaux sur l'habitat montrent que le positionnement sur la fabrication collective ou en groupe des espaces communs est social, écologique, et par conséquent politique. Avec Le Corbusier, les habitants s'approprient ce qui a été conçu pour eux et y fabriquent du commun. Ils font de leur habitat une expérience collective, comme celles qu'ils peuvent vivre dans le monde du travail, mais ne s'inscrivent pas dans une perspective écologiste, un peu dans celle de développement durable dans les dernières décennies. Les autres habitats « différents », qui concernent des regroupements d'habitants plus petits se positionnent de façon plus « écologie politique » dans les années 1970-1980 et se réactualisent en « écologie pragmatique » dans les années 2000.

L'écologie est certainement plus constitutive politiquement des projets du mouvement de l'habitat groupé autogéré qui rejoindra sous l'appellation Éco-habitat groupé la dynamique du mouvement de l'habitat participatif.

- 42 Les espaces communs sont une variable d'entrée où des éléments de pratiques, de discours rendent lisibles ces évolutions et cette prise de conscience sociale et environnementale, dans un contexte socio-économique de développement qui n'est pas fondamentalement remis en cause jusqu'à présent. S'intéresser aux formes alternatives de l'habitat questionne des modes de vie en commun, solidaires et une « sensibilité » à l'environnement selon les contextes économiques et politiques. Il reste à observer ce que seront les façons d'habiter avec le virage idéologique qui pourrait être pris dans un contexte de discours plus catastrophiste ou certains évoquent le « grand effondrement », dans un modèle de développement libéral qui achève la destruction du fragile modèle social issu du compromis avec le capitalisme des XIX^e et XX^e siècles. Reste aussi à observer comment le commun et les espaces communs ont passé l'épreuve du confinement de ce printemps 2020.

BIBLIOGRAPHIE

- Ariès P., 2015, « Les modes de vie populaire au secours de la planète », *Savoir/Agir*, vol. 33, n° 3, p. 13-21, <https://doi.org/10.3917/sava.033.0013>.
- Augé M., 1992, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil.
- Bacqué M.-H., Vermeersch S., 2007, *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de Mai 68*, Paris, Éditions de l'Atelier.
- Bonnin P., 1983, *Habitats autogérés*, Paris, Syros.
- Bresson S., Tummers L., 2014, « L'habitat participatif autogéré en Europe : vers des politiques publiques alternatives de production du logement ? » *Métropoles*, n° 15, <https://journals.openedition.org/metropoles/4960>, <http://doi.org/10.4000/metropoles.4960>.
- Cavallès J., 2019, « Zéro artificialisation nette des sols en 2050 ? », <https://politiquedulogement.com/2019/10/zero-artificialisation-nette-des-sols-en-2050/>.
- Carriu C., D'Orazio A., 2015, « L'habitat participatif quand les institutions militent », in Costes L. (dir.), « Habiter ou vivre autrement ? », *Socio-anthropologie*, n° 32, Publications de la Sorbonne, p. 139-154.
- CAUE 29, 2020, *AIRbimby, Alternative Innovante Revisitant le Bimby*, « Concours d'idées en architecture pour bien vieillir à domicile et favoriser la cohabitation intergénérationnel », Quimper, CAUE.
- De Certeau M., 2004 (1990), *L'invention du quotidien. Tome 1, Arts de faire*, Paris, Gallimard.
- Denèfle S., Bresson S., Dussuet A., Roux N., 2006, *Habiter Le Corbusier. Pratiques sociales et théorie architecturale*, Rennes, PUR.

- Devaux C., 2016, « Habitat participatif et politiques de l'habitat : un mariage d'intérêt ? », *Revue française des affaires sociales*, n° 3, p. 151-174, <https://doi.org/10.3917/rfas.163.0151>.
- D'Orazio A., 2012, « La nébuleuse de l'habitat participatif. Radiographie d'une mobilisation », *Métropolitiques*, <http://www.metropolitiques.eu/La-nebuleuse-de-l-habitat.html>.
- Duchesne S. (dir.), 2017, « La réanalyse des enquêtes qualitatives à l'épreuve de l'expérimentation », *Recherches qualitatives*, n° 21, hors-série « Les actes », http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/hors_serie/HS-21/rq-hs21-dupuy-duchesne.pdf.
- Flamand J.-P., 1989, *Loger le peuple. Essai sur l'histoire du logement social*, Paris, La Découverte.
- Guiavarc'h Y., 2012, « Construire sa maison en commun : l'aventure des Castors du Finistère », *Skol Vreizh, revue culturelle bretonne*, n° 65.
- Guyon F., 2008, « Les jardins familiaux aujourd'hui : des espaces socialement modulés », *Espaces et sociétés*, vol. 134, n° 3, p. 131-147, <https://doi.org/10.3917/esp.134.0131>.
- Le Corbusier, 1923 (1995), *Vers une architecture*, Paris, Flammarion, coll. « Champs art ».
- Le Corbusier, 1957, *La charte d'Athènes*, Paris, Minuit.
- Le Corbusier, 1970, *Sur les quatre routes*, Paris, Denoël.
- Maris V., Neyrat F., 2019, « Le sauvage en travers de la gorge. Ou pourquoi Bartlefly préférerait rester où il est », *Lignes*, n° 58, p. 31-45, <https://doi.org/10.3917/lignes.058.0031>.
- Roux N., 2014, « Habiter autrement, un autre rapport au temps », *Écologie & politique*, 2014/1 n° 48, p. 37-47, <https://doi.org/10.3917/ecopo.048.0037>.
- Roux N., 2016, « La propriété de son habitat, capital de protection social remis en question », in Denèfle S. (dir), *Repenser la propriété. Des alternatives pour habiter*, Rennes, PUR.
- Servain P., 2020, *Faire de l'habitat un espace commun. Un travail d'appropriation habitante dans les habitats participatifs*, thèse de doctorat de sociologie, soutenue le 13 octobre 2020 à l'université de Bretagne occidentale, Brest, 473 p.
- Tanquerelle H., Benoît Y., 2008 et 2010, *La communauté*, deux tomes, Paris, Futuropolis.

RÉSUMÉS

Les espaces communs dans les immeubles collectifs, aussi nommés intermédiaires ou parties communes, sont un entre-deux du public et du privé qui contient toute une partie de la vie sociale : du local à poubelles au garage à vélos, de l'ascenseur au couloir, du hall d'entrée au parking, de la cour au jardin. Autant de lieux où les comportements peuvent être analysés comme des marqueurs d'un rapport à l'environnement dans ses dimensions sociales et écologiques. L'article questionne la conception et les usages de ces espaces dans différentes formes d'habitats qui se singularisent par une implication des habitants dans leur gestion. Les cas étudiés concernent des habitats spécifiques, conçus à des périodes successives : une coopérative d'habitants des années 1950, des habitats groupés autogérés des années 1970-1980, l'habitat participatif des années 2000. Cette perspective sociohistorique permet d'observer des évolutions autour de choix solidaires et écologiques par une population impliquée dans la fabrique d'un habiter autrement, au moment du basculement dans le XXI^e siècle.

The common spaces in housing, also called intermediary or common areas, are an in-between of the public and the private and contain a whole part of social life: from the garbage room to the

bicycle garage, from the lift to the corridor, from the entrance hall to the car park, from the courtyard to the garden. So many places where behaviours can be analysed as markers of a relationship with the environment in its social and ecological dimensions. The article questions the design and uses of these spaces in different forms of habitat that are characterized by a involvement of the inhabitants in their management. The cases studies concern specific habitats, designed in successive periods: a cooperative of inhabitants in the 1950s, self-managed grouped habitats in the 1970s and 1980s, and a participatory housing in the 2000s. This socio-historical perspective makes it possible to observe the evolvement around solidarity and ecological choices by a population involved in the establishment of a different way of living, at the time of the changeover in the 21st century.

INDEX

Keywords : common space, collective housing, cooperation, participation, ecology, solidarity

Mots-clés : espace commun, habitat collectif, coopération, participation, écologie, solidarité

AUTEURS

NICOLE ROUX

Nicole Roux est maîtresse de conférences en sociologie, ses travaux de recherches portent sur les engagements collectifs, associatifs, syndicaux, politiques, la focale actuelle porte sur l'environnement et l'écologie.

Université Brest, Labers EA3149, UFR lettres et sciences sociales, Victor Segalen

Nicole.roux@univ-brest.fr

CAMILLE NOÛS

Camille Noûs travaille au laboratoire Cogitamus